

PREFECTURE DES VOSGES

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES PROCEDURES  
ENVIRONNEMENTALES

## ARRETE

N° 3476/2008

**Imposant à la Société SEB un suivi de la qualité des eaux souterraines au droit de son ancien établissement sis au Syndicat (88120), Peccavillers, 4, Rue de la Gare.**

Le Préfet des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement,

VU le rapport et les propositions de l'Inspecteur des installations classées en date du 12 septembre 2008, concernant la prise d'un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales imposant à la Société SEB un suivi de la qualité des eaux souterraines au droit de son ancien établissement sis au Syndicat (88120), Peccavillers, 4, Rue de la Gare,

VU l'avis favorable émis à l'unanimité par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 15 octobre 2008, sur les propositions de l'Inspecteur des installations classées en date du 12 septembre 2008, concernant la prise d'un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales imposant à la Société SEB un suivi de la qualité des eaux souterraines au droit de son ancien établissement sis au Syndicat (88120), Peccavillers, 4, Rue de la Gare,

VU le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales adressé le 20 octobre 2008, pour observations éventuelles, à la Société SEB,

CONSIDERANT que la Société SEB n'a émis aucune observation sur le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales qui lui a été adressé le 20 octobre 2008,

CONSIDERANT que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement,

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges,

# ARRETE :

## Article 1 : Surveillance des eaux souterraines

Afin de maîtriser l'impact de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, la Société SEB, située 4, rue gare Peccavillers – 88120 LE SYNDICAT, définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesures, de paramètres et de fréquence pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

## Article 2 : Autosurveillance

Sur les six puits de contrôle de l'établissement (Pz 1, Pz 4, Pz 5, Pz 6, Pz X et puits AEI situés sur le plan en annexe), l'exploitant réalisera les analyses suivantes :

- concernant les cinq forages équipés en piézomètre (Pz 1, Pz 4, Pz 5, Pz 6, Pz X), ainsi que le puits AEI (plan en annexe), l'exploitant réalisera les analyses suivantes :

Paramètre	Surveillance
BTEX	Semestrielle
Hydrocarbures totaux	Semestrielle
Composés Organohalogénés Volatils (COHV)	Semestrielle

## Article 3 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 2 et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées dès réception, les résultats des mesures, accompagnés des éléments indiqués au paragraphe précédent.

## Article 4 : Arrêt de la surveillance des sources de pollution

Pour lever ou modifier tout ou une partie des prescriptions énoncées aux articles 1, 2 et 3 du présent arrêté, la Société SEB fournira aux services de l'Etat un rapport technico-économique accompagné des éléments justificatifs à la demande.

**Article 5 :**

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

**Article 6 :**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy selon les modalités et selon les délais prévus à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement.

**Article 7 :**

La Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges, l'Inspecteur des installations classées et le Maire du Syndicat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SEB et dont une copie sera déposée à la Mairie du Syndicat et pourra y être consultée. En outre, une copie du présent arrêté sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la Mairie du Syndicat.

Epinal, le **12 NOV. 2008**

Le Préfet,



Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale de la Préfecture,

**Dominique CONCA**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES VOSGES

Un document vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales  
n° 3476/2008 en date de ce jour.

Epinal, le **12 NOV. 2008**

Le Préfet,

*Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale de la Préfecture*

**Dominique CONCA**

## - ANNEXE -

